Cassation, 30 octobre 1989,
Chambre Commerciale,
Directeur Général des Impôts c.
SOCIETE DES FROMAGERIES LUTIN SOFROL

DOSSIERS BREVETS 1990 .V.9

GUIDE DE LECTURE

UTILISATION PAR UNE ENTREPRISE D'UNE MARQUE DEPOSEE PAR UN SALARIE PUIS CEDEE A CELLE-CI :

ABSENCE DE CESSION DE CLIENTELE PASSIBLE DES DROITS PROPORTIONNELS D'ENREGISTREMENT

I - LES FAITS

- 21 janvier 1983 : Monsieur Jean Verrier, salarié de la société FROMAGERIES LUTIN SOFROL, dépose à l'I.N.P.I. la marque "Jean Verrier, Maître Fromager". Cette marque était déjà exploitée par l'employeur de Monsieur Verrier. Aucune redevance n'est ultérieurement versée à ce dernier au titre de l'exploitation de la marque.
- 6 mars 1985 : A son départ à la retraite, Monsieur Verrier cède gratuitement sa marque à la société FROMAGERIES LUTIN SOFROL.
- : L'administration fiscale notifie un redressement à la société FROMAGERIES LUTIN SOFROL, estimant que l'acte de mutation devait être soumis au droit proportionnel d'enregistrement.
- : Sa réclamation étant rejetée, la société FROMAGERIES LUTIN SOFROL saisit le Tribunal de Grande Instance d'Alençon.
- 24 février 1988 : Le Tribunal de Grande Instance d'Alençon prononce la décharge de l'imposition.
- : Pourvoi du Directeur Général des Impôts.
- 30 octobre 1989 : La Cour de Cassation confirme le jugement du Tribunal de Grand Instance d'Alençon.

II - LE DROIT

La Cour de Cassation juge que la cession d'une marque exploitée n'est pas passible du droit proportionnel d'enregistrement, lorsque le cédant, salarié du cessionnaire, s'est antérieurement dépouillé de toute clientèle.

A - LE PROBLEME

1°) Prétentions des parties

a) Le demandeur (Directeur Général des Impôts)

soutient que toute cession de marque exploitée donne ouverture au droit proportionnel d'enregistrement prévu par l'article 719 du Code général des impôts.

b) Le défendeur (Société FROMAGERIES LUTIN SOFROL)

soutient qu'aucune cession de clientèle n'est intervenue, Monsieur Verrier s'étant dépourvu de toute clientèle dès le début de l'exploitation de la marque par son employeur.

2°) Enoncé du problème

La cession d'une marque exploitée est-elle passible du droit proportionnel d'enregistrement, lorsque le cédant, salarié du cessionnaire, a antérieurement renoncé à toute constitution possible de clientèle ?

B - LA SOLUTION

1°) Enoncé de la solution

"Attendu que le Tribunal a constaté que Monsieur Verrier, jusqu'à la cession de la marque, n'avait fait que prêter à son employeur son nom patronymique auquel était attachée une notoriété certaine ; que la

société avait exploité ce nom, même avant le dépôt de la marque, et que Monsieur Verrier s'était dépouillé définitivement, dès l'origine, de toute clientèle qu'il ne pouvait d'ailleurs créer à titre personnel en raison de sa qualité de salarié ; qu'en l'état de ces constatations, le Tribunal en a déduit, à bon droit, qu'aucune cession de clientèle n'avait eu lieu et que les droits de mutation prévus à l'article 719 du Code général des impôts n'étaient pas applicables ; que le moyen ne peut être accueilli".

2°) *Commentaire de la solution*

Cet arrêt est intéressant en ce qu'il apporte une atténuation légère à la portée de l'article 719 du C.G.I. On rappelle que celui-ci établit l'exigibilité du droit proportionnel d'enregistrement (actuellement de 14,20 %) en présence de mutation de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle. Si une cession de marque de fabrique ou de commerce non exploitée est passible du seul droit fixe de 430 Francs des actes innomés prévu à l'article 680 du C.G.I., une cession de marque exploitée est, en revanche, considérée comme une cession d'élément de fonds de commerce, passible du droit proportionnel de 14,20 % (sous réserve des taux réduits qui existent pour les mutations de faible importance). Il résulte par ailleurs d'une jurisprudence assez ancienne de la Cour de Cassation ¹ que l'exigibilité du droit proportionnel est due même si l'exploitation de la marque n'a pas été faite par le propriétaire, mais a été concédée temporairement par celui-ci à un tiers.

Dans l'affaire ici commentée, l'exploitation de la marque n'avait pas non plus été faite par le propriétaire (salarié de l'entreprise exploitant la marque). La situation était toutefois différente en ce que l'exploitant de la marque, et futur acquéreur de cette dernière, était l'entreprise qui employait le propriétaire de celle-ci. On relèvera par ailleurs que l'exploitation de la marque par l'entreprise elle-même avait commencé antérieurement au dépôt de celle-ci par le salarié, et que le nom patronymique de ce dernier avait été donné à cette marque. Ces éléments expliquent que la Cour de Cassation ait jugé que dans la situation d'espèce, aucune mutation de clientèle n'avait pu intervenir.

J.L.P.

¹. 7 mai 1945, *Inst.* 4676, n° 2 ; *Doc. adm.*, 7D 2612, 1er avril 1978.

Cour de Cassation, Chambre Commerciale, 30 octobre 1989, n° 88-13.824

Demandeur : Directeur Général des Impôts
Défendeur : Société des FROMAGERIES LUTIN SOFROL

Résumé :

IMPOTS ET TAXES - Enregistrement - Droits de mutation - Mutation à titre onéreux de meubles - Marque de fabrique - Cession - Salarié titulaire d'une marque constituée par son nom patronymique - Exploitation du nom par l'employeur avant le dépôt de la marque - Cession n'impliquant pas une cession de clientèle - Constatation suffisante.

Ayant constaté qu'un salarié, jusqu'à la cession à la société qui l'employait de la marque qu'il avait déposée, n'avait fait que prêter à son employeur son nom patronymique auquel était attachée une notoriété certaine, que la société avait exploité ce nom même avant le dépôt de la marque et que l'employeur s'était dépouillé définitivement dès l'origine de toute clientèle qu'il ne pouvait d'ailleurs se créer à titre personnel en raison de sa qualité de salarié, c'est à bon droit que les juges du fond en déduisent qu'aucune cession de clientèle n'a eu lieu et que les droits de mutation prévus à l'article 719 du Code Général des Impôts ne sont pas applicables.

Texte intégral :

MARQUE DE FABRIQUE - Cession - Droits de mutation - Salarié titulaire d'une marque constituée par son nom patronymique - Exploitation du nom par l'employeur avant le dépôt de la marque - Cession n'impliquant pas une cession de clientèle.

Sur le moyen unique :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué (Tribunal de Grande Instance d'Alençon, 24 février 1988) que Monsieur Jean Verrier, salarié de la société FROMAGERIES LUTIN SOFROL (la société), a déposé le 21 janvier 1983 à l'Institut National de la Propriété Industrielle la marque "Jean VERRIER, Maître Fromager" ; que ladite marque fut immédiatement exploitée par la société sans qu'aucune redevance soit versée à Monsieur Verrier ; qu'à son départ à la retraite, Monsieur Verrier céda le 6 mars 1985 à la société sa marque ; que l'administration des impôts estima que

l'acte de cession était passible du droit de mutation du Code général des impôts ; qu'elle adressa à la société l'avis de mise en recouvrement correspondant ; que, ses réclamations ayant été rejetées, la société saisit le Tribunal qui prononça la décharge de cette imposition ;

Attendu que le Directeur Général des Impôts fait grief au jugement d'avoir ainsi statué, alors, selon le pourvoi, que toute marque exploitée, fut-ce par une personne autre que son propriétaire, comportant, du fait de son exploitation, une clientèle, sa cession donne ouverture au droit de mutation prévu à l'article 719 du Code général des impôts ; qu'ainsi, le tribunal a violé le texte précité ;

Mais attendu que le Tribunal a constaté que Monsieur Verrier, jusqu'à la cession de la marque, n'avait fait que prêter à son employeur son nom patronymique auquel était attachée une notoriété certaine ; que la société avait exploité ce nom, même avant le dépôt de la marque et que Monsieur Verrier s'était dépouillé définitivement, dès l'origine, de toute clientèle qu'il ne pouvait d'ailleurs se créer à titre personnel en raison de sa qualité de salarié ; qu'en l'état de ces constatations, le Tribunal en a déduit à bon droit qu'aucune cession de clientèle n'avait eu lieu et que les droits de mutation prévus à l'article 719 du Code général des impôts n'étaient pas applicables ; que le moyen ne peut être accueilli ;

Par ces motifs : **REJETTE** le pourvoi.

Président : M. Defontaine, conseiller doyen faisant fonction. -
Rapporteur : M. Bodevin. - *Avocat général* : M. Montanier. -
Avocats : la SCP Waquet et Farge, M. Goutet.

A RAPPROCHER :

Com., 13 mai 1980, Bull. 1980, IV, n° 200, p. 160 (rejet).

IMPOTS ET TAXES. - Enregistrement. - Droits de mutation. - Transfert à titre onéreux de meubles. - Marque de fabrique. - Cession. - Salarié titulaire d'une marque constituée par son nom patronymique. - Exploitation du nom par l'employeur avant le dépôt de la marque. - Cession n'impliquant pas une cession de clientèle. - Constatations suffisantes.

Ayant constaté qu'un salarié, jusqu'à la cession à la société qui l'employait de la marque qu'il avait déposée, n'avait fait que prêter à son employeur son nom patronymique auquel était attachée une notoriété certaine, que la société avait exploité ce nom même avant le dépôt de la marque et que l'employé s'était dépouillé définitivement dès l'origine de toute clientèle qu'il ne pouvait d'ailleurs se créer à titre personnel en raison de sa qualité de salarié, c'est à bon droit que les juges du fond en déduisent qu'aucune cession de clientèle n'a eu lieu et que les droits de mutation prévus à l'article 719 du Code général des impôts ne sont pas applicables.

30 octobre 1989.

Rejet.

Sur le moyen unique :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué (tribunal de grande instance d'Alençon, 24 février 1988) que M. Jean Verrier, salarié de la société Fromageries Lutin Sofrol (la société), a déposé le 21 janvier 1983 à l'Institut national de la propriété industrielle la marque « Jean VERRIER, Maître Fromager » ; que ladite marque fut immédiatement exploitée par la société sans qu'aucune redevance soit versée à M. Verrier ; qu'à son départ à la retraite, M. Verrier céda le 6 mars 1985 à la société sa marque ; que l'administration des Impôts estima que l'acte de cession était passible du droit de mutation du Code général des impôts ; qu'elle adressa à la société l'avis de mise en recouvrement correspondant ; que, ses réclamations ayant été rejetées, la société saisit le Tribunal qui prononça la décharge de cette imposition ;

Attendu que le Directeur général des Impôts fait grief au jugement d'avoir ainsi statué, alors, selon le pourvoi, que toute marque exploitée, fût-ce par une personne autre que son propriétaire, comportant, du fait de son exploitation, une clientèle, sa cession donne ouverture au droit de mutation prévu à l'article 719 du Code général des impôts ; qu'ainsi le tribunal a violé le texte précité ;

Mais attendu que le Tribunal a constaté que M. Verrier, jusqu'à la cession de la marque, n'avait fait que prêter à son employeur son nom patronymique auquel était attachée une notoriété certaine ; que la société avait exploité ce nom, même avant le dépôt de la marque et que M. Verrier s'était dépouillé définitivement dès l'origine de toute clientèle qu'il ne pouvait d'ailleurs se créer à titre personnel en raison de sa qualité de salarié ; qu'en l'état de ces constatations le Tribunal en a déduit à bon droit qu'aucune cession de clientèle n'avait eu lieu et que les droits de mutation prévus à l'article 719 du Code général des impôts n'étaient pas applicables ; que le moyen ne peut être accueilli ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi.